



ÉCONOMIE



Accueil > Économie

Aux Canaries, il y a du forage dans l'air

FRANÇOIS MUSSEAU ENVOYÉ SPÉCIAL À ARRECIFE (ÎLE DE LANZAROTE) 27 DÉCEMBRE
2013 À 17:06

Les Canariens protestent depuis un an contre les autorisations de forage accordées par Madrid au groupe pétrolier Repsol, au large des îles de Lanzarote et de Fuerteventura. Un conflit entre écologistes et industriels qui doit être tranché dans les semaines à venir.

«Du vent 330 jours par an, presque autant de jours de soleil, de l'air pur, une folle tranquillité dont raffolent touristes et amoureux de la nature : ce serait ici l'endroit idéal pour un centre de recherche sur les énergies renouvelables. Au lieu de ça, on veut nous mettre sous le nez des plateformes pétrolières qui en finiront avec cet éden !» s'étrangle Enrique Berzosa, en essayant précisément de résister tant bien que mal à un vent à décorner les bœufs venu d'Afrique.

Autour, le paysage volcanique - de ce noir intense de lave séchée - est constellé de dizaines de maisons blanches aux formes géométriques.

LE HAVRE DE PAIX DE SARAMAGO

Le jardin de cactus où il se tient, ce soir-là, n'est autre que celui d'où l'écrivain portugais José Saramago avait l'habitude de contempler les couchers de soleil sur la baie de Puerto del Carmen : c'est ici, à Tías (à une poignée de kilomètres de la capitale, Arrecife) que le prix Nobel de littérature, mort en 2010, avait en effet élu domicile sept ans plus tôt - tombé amoureux de cette *«terre obscure et venteuse»*. La maison de l'écrivain, devenue musée, est un havre de paix qu'Enrique Berzosa fait visiter : *«J'ai la certitude qu'avec un projet aussi aberrant, jamais Saramago n'aurait craqué pour l'île. Si les plateformes pétrolières existaient, avec pareil vent, on aurait plein d'effluves de combustible dans les narines !»*

Un autre vent, de révolte cette fois, souffle sur l'archipel des Canaries, et particulièrement sur ses deux îles jumelles, les plus orientales, les plus désertiques, les plus vulnérables : Lanzarote et Fuerteventura, pas plus de 250 000 habitants sur 2 millions de Canariens. D'après les derniers sondages, près de 70% d'entre eux (62% au niveau de l'archipel) rejettent avec force la volonté du groupe pétrolier Repsol de réaliser des prospections à une cinquantaine de kilomètres au large des deux îles, en direction du Maroc. Au total, la superficie en question serait de 616 000 hectares, répartis en neuf zones de forage.

D'après le géant espagnol, associé dans ce projet à l'australien Woodside et à l'allemand RWE, il pourrait s'agir d'une manne juteuse : si l'existence de gisements de pétrole (et de gaz) était confirmée, cela pourrait représenter quelque 900 millions de barils, soit 10% de la demande nationale pendant vingt ans. Peut-être davantage.

PREMIÈRES GOUTTES EN 2020 ?

«Une vraie pépite, très probablement. L'Espagne est le pays de l'OCDE le plus dépendant en importations d'hydrocarbures, proclame Marcos Fraga, de Repsol. Citez-moi une seule nation qui ne voudrait pas connaître l'ampleur de ses ressources naturelles ?» Madrid, en tout cas, veut en avoir le cœur net. En mars 2012, le gouvernement Rajoy a donné l'autorisation au groupe pétrolier - totalement privatisé - de réaliser ces forages à l'est des Canaries. Repsol se frotte les mains : si de l'or noir gît sous ces fonds marins, il s'engage à investir 9 milliards d'euros sur deux décennies et promet que, vers 2020, «les premières gouttes pourraient poindre». L'impatience gagne le géant pétrolier : sans attendre que l'étude d'impact sur l'environnement (EIE) ait reçu un avis favorable, Repsol a annoncé l'installation d'une base logistique dès janvier et, en mai, le début des prospections.

Sauf que rien n'est acquis, loin de là. Car, depuis l'an dernier, l'archipel s'est mué en fortin. Gouvernement et parlement régionaux dominés par un parti nationaliste, *cabildos* (autorité insulaire) de Lanzarote et Fuerteventura, mairies, secteur touristique, ONG, écologistes, organismes scientifiques, associations de quartier... comme un seul homme, les forces vives de l'archipel se dressent. «*No a las petroleras* ["non aux groupes pétroliers"]», criaient 25 000 manifestants dans les rues d'Arrecife, en mars 2012 - la plus grande marche jamais organisée localement.

Dans le camp adverse, figurent des hôteliers, persuadés que l'économie des îles pourrait en tirer des bénéfices. Depuis, la lutte se poursuit, au rythme des déclarations à haut voltage de Repsol et du ministre de l'Industrie, José Manuel Soria, un Canarien perçu par beaucoup comme un traître, surnommé le «Guanarteme du pétrole», en référence aux antiques chefs aborigènes de l'archipel ayant pactisé avec le diable, c'est-à-dire avec les conquérants castillans arrivés au XV^e siècle. A en juger par le nombre de posters pavoisant les rues d'Arrecife (avec deux mains noires, symboles du front de refus), l'ambiance demeure électrique.

«CELA A RÉVEILLÉ LE SENTIMENT ANTICOLONIALISTE»

Attablé avec d'autres militants près du port d'Arrecife, le regard porté vers l'océan infini, Leandro Delgado, jeune dessinateur maquettiste, écume de rage : «*La mer, c'est la vie de nos îles. Ce n'est pas seulement ce qui fait venir les touristes, ces belles plages de sable blanc ou*

noir, c'est aussi la pêche abondante et l'eau que l'on boit, puisque 100% vient des usines de dessalement. Alors des forages par ici, non, c'est un suicide !»

Organisés en collectif doté d'une page Facebook (3 000 soutiens), Leandro et ses amis s'invitent dans les concerts, les matchs de foot, les événements culturels, en brandissant des banderoles contre Repsol ou le gouvernement espagnol. *«Cela a réveillé le sentiment anticolonialiste contre la péninsule»*, assure sa consœur Noemi, artiste. La perspective d'exploiter des hydrocarbures réveille ici les pires souvenirs : la marée noire, en 2002, qui avait contaminé le littoral en Galice, et surtout, la catastrophe de Deepwater Horizon, plateforme pétrolière du britannique BP qui, en 2010, avait pris feu à 75 kilomètres de la Louisiane, déversant 780 000 tonnes de combustible le long du golfe du Mexique.

«Oui, c'était grave, mais c'est le seul accident de ce type, à ma connaissance, réagit vivement Marcos Fraga, de Repsol. Vous savez, au large de ce golfe, il y a 50 000 exploitations pétrolières sûres. Et, en Espagne, pas loin de Tarragone, nos installations offshore en face d'un parc thématique pour touristes sont des plus sûres. Alors il faudrait que les esprits se calment un peu !»

Le tourisme, c'est l'argument sensible par excellence. Avec 12 millions de visiteurs en 2012, il représente 30% du PIB régional : le moteur qui fait tourner l'économie et fournit l'essentiel des emplois. Les Caraïbes de l'Europe, des îles au printemps éternel, une biosphère riche. La poule aux œufs d'or. L'exploitation du pétrole, si elle était un jour lancée, entraînerait la création de 3 000 à 5 000 emplois, selon Repsol, guère plus - et bien moins, selon les partisans du «non».

«Partout dans le monde, les groupes pétroliers enrichissent les compagnies, mais n'apportent aucune richesse aux peuples. Aucune. Au moindre accident, le tourisme disparaîtra, nos îles auront tout perdu. A quoi sert de courir ce risque, même minime ?» s'étrangle Pedro San Ginés, président du *cabildo* de Lanzarote. Le risque zéro, telle est l'exigence de la mobilisation contre Repsol (1). Tout comme en 2001, lorsque cette partie de l'archipel s'était opposée au même projet de forage - finalement «coulé» par le Tribunal suprême, en 2004. Aujourd'hui, la bataille a repris de plus belle et les deux rivaux sont encore plus armés et déterminés qu'à l'époque.

Dans le camp du «non», le chef d'orchestre Ezequiel Navio (embauché par le *cabildo*) sait que la partie va être rude. Ecologiste aguerri, à Greenpeace par exemple, spécialiste des combats contre les *petroleras* (il a suivi de près les principales marées noires, depuis celle du golfe Persique en 1991), il se veut toutefois confiant : *«Repsol essaie de séduire les médias et les hôteliers d'ici, mais leurs arguments sont un tissu de mensonges. Le plus énorme, c'est la supposée réduction de la facture énergétique espagnole, alors que Repsol est une multinationale au capital majoritairement étranger. Dans l'affaire, elle serait la seule bénéficiaire. L'archipel, et Lanzarote au premier chef, peut tout perdre, à la moindre défaillance. Rappelons qu'entre 2006 et 2010, Repsol a enregistré 6 985 déversements.»*

Et si, au terme des forages, il n'y a pas assez d'hydrocarbures, ou que ceux-ci ne sont pas d'assez bonne qualité ? Les opposants au projet s'en moquent, ils refusent même la première

phase de sonde. A une profondeur marine de 1 500 mètres (comme la Deepwater Horizon), la longue perforation nécessaire dans la croûte terrestre (entre 3 et 6 kilomètres) aurait en soi de fâcheuses conséquences, disent-ils. D'autant que cette région volcanique subit régulièrement des secousses jusqu'à 4,5 sur l'échelle de Richter - 3,7 en juin. *«Cette simple opération détruira peu à peu les fonds marins et aura des effets nocifs sur les 26 cétacés répertoriés dans la zone, un trésor de biodiversité»*, signale Beatriz Ayala, de l'organisation WWF (World Wild Fund).

Même indignation de la part du scientifique Vidal Martin, qui étudie depuis des années les baleines à bec, cachalots et autres dauphins de Risso, pléthoriques dans cette aire marine protégée : *«On ne sait pas sur quel pied danser. Notre projet a été financé par l'Union européenne à hauteur de 16 millions d'euros mais, comme il coïncide dans l'espace avec le projet pétrolier, sa sanctuarisation a été reportée aux calendes grecques.»*

LETTRES DE TOUR-OPÉRATEURS

Le bras de fer est parvenu à un moment décisif puisque, dans les semaines à venir, le gouvernement central - puis la justice, saisie par les opposants - donneront leur verdict en faveur, ou non, du pétrole. Chaque camp affûte ses arguments : Repsol rappelle que le Maroc voisin a récemment autorisé des forages à l'est de l'archipel (l'entreprise écossaise Cairn). En face, on brandit des lettres de tour-opérateurs des principaux pays pourvoyeurs de touristes (Allemagne, Danemark, Scandinavie...), affirmant que les clients *«changeront de destination»* si Repsol ne se ravise pas.

Au cœur de Lanzarote, à San Bartolomé, dans l'étonnante et rutilante fondation César Manrique (l'artiste local qui a façonné l'île) dont il est le porte-parole, Alfredo Diaz se montre circonspect : *«Je comprends bien qu'il faut du pétrole, ne serait-ce que pour amener les visiteurs en avion ou en bateau. Je sais aussi, même si ça semble égoïste, qu'on peut en trouver dans d'autres endroits moins fragiles. Je sais surtout que, si les pétroliers débarquent ici, c'en est fini de la singularité de cette île façonnée pendant cinq décennies. Dès qu'une tache apparaît dans un paradis, celui-ci cesse automatiquement de l'être.»*

(1) Savecanarias.org

François MUSSEAU Envoyé spécial à Arrecife (île de Lanzarote)

0 COMMENTAIRES

Identifiez-vous pour commenter

[Plus récents](#) | [Plus anciens](#) | [Top commentaires](#)